

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/PAN/11
26 avril 2002

(02-2415)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Demande au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Réponses du PANAMA aux questions posées par
les ÉTATS-UNIS¹ et le JAPON²

La Mission permanente du Panama a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 avril 2002.

ÉTATS-UNIS

Question n° 1

Pour être admis à bénéficier du programme de certificat de crédit d'impôt (CAT), l'un des critères à remplir est que "la teneur en éléments d'origine nationale et la valeur ajoutée dans le pays représentent 20 pour cent au moins" des produits exportés. Vu cette prescription, veuillez indiquer si ce programme constitue une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Réponse

La subvention qui résulte du programme de certificat de crédit d'impôt (CAT) n'est pas une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, étant donné que l'utilisation d'éléments d'origine nationale ne constitue pas un critère exclusif ni un critère parmi plusieurs conditions pour être admis à bénéficier de ce programme.

Les dispositions relatives à l'utilisation de matières premières d'origine nationale pour le calcul des 20 pour cent de teneur en éléments d'origine nationale et de valeur ajoutée dans le pays sont seulement l'un des éléments à prendre en compte au moment de la détermination de ces valeurs, comme l'établit l'article 6 du Décret n° 5 du 8 février 1991. Par conséquent, la prise en compte des matières premières d'origine nationale dans le calcul de la valeur ajoutée dans le pays ne constitue pas un critère à remplir, ni un facteur déterminant ou indispensable pour qu'une entreprise soit admise à bénéficier du programme. Le résultat du calcul de la valeur ajoutée dans le pays dépend de la

¹ G/SCM/Q3/PAN/9.

² G/SCM/Q3/PAN/10.

structure de la production de l'entreprise requérante et du poids spécifique que représente pour elle chacun des facteurs à prendre en compte dans ce calcul.

En outre, l'utilisation de matières premières importées n'empêche pas un produit d'exportation de pouvoir être admis à bénéficier du programme. En fait, pour tout produit importé qui a été transformé de quelque manière que ce soit et qui est incorporé au produit faisant l'objet d'un certificat de crédit d'impôt, 35 pour cent de la valeur seront pris en compte aux fins du calcul de la valeur ajoutée dans le pays.

Compte tenu de la relative pénurie intérieure de matières premières d'origine nationale, un ensemble important de secteurs d'activité admis à bénéficier du certificat de crédit d'impôt ont l'habitude d'utiliser exclusivement des matières premières importées, puisque la disponibilité et l'approvisionnement en intrants sont facilités et que cela évite les problèmes de fonctionnement. Ces activités concernent par exemple: la fabrication de vêtements, les ouvrages en aluminium, les produits d'entretien, la fabrication de bière, les carrosseries de camions, les ouvrages en plastique, etc.

Par ailleurs, ce qui est réellement une condition préalable pour être admis à bénéficier du programme est que les produits soient importés et transformés en totalité ou en partie sur le territoire national, comme stipulé à l'article 2 du Décret n° 5 du 8 février 1991, puisque le programme a pour objectif principal la création de main-d'œuvre, l'augmentation des capacités de transformation des produits des secteurs bénéficiaires et l'orientation de la production vers le marché d'exportation.

Question n° 2

Étant donné que le programme du Registre officiel de l'industrie nationale encourage l'utilisation de produits d'origine nationale par rapport aux produits importés, veuillez indiquer si ce programme constitue une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Réponse

Le programme du Registre officiel de l'industrie nationale ne constitue pas une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC car il n'encourage pas l'utilisation de matières premières d'origine nationale au détriment de marchandises importées. En effet, si des produits d'origine nationale sont utilisés, il n'est pas possible de bénéficier de l'exonération des taxes d'importation. Étant donné que l'avantage est conféré du moment qu'il n'existe pas de matières premières d'origine nationale en quantité suffisante, de qualité acceptable et de prix identiques ou équivalents, une telle condition n'est pas défavorable à l'utilisation de matières premières importées. Au contraire, cette disposition, au lieu de donner la préférence au produit national constitue une opportunité de réduire significativement les coûts d'importation du produit importé, ce qui ne serait pas possible sans cela. En outre, cette possibilité est indépendante et n'affecte pas l'octroi des autres avantages qu'offre le programme.

Question n° 3

Se peut-il que le programme spécial de financement institué dans le cadre du Registre officiel de l'industrie nationale soit mis en œuvre à l'avenir? Dans la négative, veuillez indiquer pourquoi.

Réponse

Dans le cadre du programme du Registre officiel de l'industrie nationale, il n'est pas possible que l'avantage relatif à l'octroi de fonds spéciaux à intérêt préférentiel soit mis en œuvre à l'avenir, car

les seuls avantages actuels conformément au Registre officiel de l'industrie nationale sont ceux qui existaient au 20 juin 1995, lors de la publication de la Loi n°28 sur les mesures de généralisation des incitations fiscales. À cette date, la mise en œuvre des dispositions de l'article 14 de la Loi n° 3 de 1986 qui prévoit l'établissement de ces programmes spéciaux de financement n'avait pas encore eu lieu. Par conséquent, à partir de cette date (juin 1995), aucune entreprise ne peut prétendre à cet avantage car il n'existe pas, il ne peut pas être mis en œuvre conformément aux instruments créant le Registre officiel de l'industrie nationale, et donc depuis cette date, cet avantage est supprimé.

JAPON

Certificat de crédit d'impôt (CAT)

Il semble que ce régime renferme une prescription relative à la teneur en produits nationaux et à la valeur ajoutée dans le pays. Le Panama pourrait-il indiquer si le régime est conforme à la disposition de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC ?

Réponse

La subvention qui résulte du programme de certificat de crédit d'impôt (CAT) n'est pas une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, étant donné que l'utilisation d'éléments d'origine nationale ne constitue pas un critère exclusif ni un critère parmi plusieurs conditions pour être admis à bénéficier de ce programme.

Les dispositions relatives à l'utilisation de matières premières d'origine nationale pour le calcul des 20 pour cent de teneur en éléments d'origine nationale et de valeur ajoutée dans le pays sont seulement l'un des éléments à prendre en compte au moment de la détermination de ces valeurs, comme l'établit l'article 6 du Décret n° 5 du 8 février 1991. Par conséquent, la prise en compte des matières premières d'origine nationale dans le calcul de la valeur ajoutée dans le pays ne constitue pas un critère à remplir, ni un facteur déterminant ou indispensable pour qu'une entreprise soit admise à bénéficier du programme. Le résultat du calcul de la valeur ajoutée dans le pays dépend de la structure de la production de l'entreprise requérante et du poids spécifique que représente pour elle chacun des facteurs à prendre en compte dans ce calcul.

En outre, l'utilisation de matières premières importées n'empêche pas un produit d'exportation de pouvoir être admis à bénéficier du programme. En fait, pour tout produit importé qui a été transformé de quelque manière que ce soit et qui est incorporé au produit faisant l'objet d'un certificat de crédit d'impôt, 35 pour cent de la valeur seront pris en compte aux fins du calcul de la valeur ajoutée dans le pays.

Compte tenu de la relative pénurie intérieure de matières premières d'origine nationale, un ensemble important de secteurs d'activité admis à bénéficier du certificat de crédit d'impôt ont l'habitude d'utiliser exclusivement des matières premières importées, puisque la disponibilité et l'approvisionnement en intrants sont facilités et que cela évite les problèmes de fonctionnement. Ces activités concernent par exemple: la fabrication de vêtements, les ouvrages en aluminium, les produits d'entretien, la fabrication de bière, les carrosseries de camions, les ouvrages en plastique, etc.

Par ailleurs, ce qui constitue réellement un critère indispensable à remplir pour être admis à bénéficier du programme est que les produits soient exportés et élaborés en totalité ou en partie sur le territoire national, comme l'établit l'article 2 du Décret n° 5 du 8 février 1991, puisque le programme a pour objectif principal la création de main-d'œuvre, l'augmentation des capacités de transformation de la production des secteurs bénéficiaires et l'orientation de la production vers le marché d'exportation.
